

Conseil de Communauté
du 15 janvier 2025

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	Objet	Rapporteur
1	Rapport d'orientation budgétaire 2025	Patrick SOUTIF
2	Développement économique – Mayenne – Vente de terrains à la SCI BATIRA	Pierrick TRANCHEVENT
3	CULTURE : Révision du Règlement intérieur du Pôle culturel le Grand Nord Mayenne	Tony BONNET
4	CULTURE : Second récolement décennal (2016-2025)	Tony BONNET
5	MARCHES PUBLICS : Convention de groupement de commandes – Fourniture de bois combustible (25FOU01)	Patrick SOUTIF
6	TOURISME : Tarifs 2025 du Camping Gué Saint Léonard	Patrick SOUTIF
7	Projet Pôle Associations Caritatives rue Joseph Cugnot	Patrick SOUTIF
8	DECHETS : Convention pour la gestion des déchets du Centre Hospitalier Nord-Mayenne	Jean-Paul COISNON
9	FINANCES : Pacte financier fiscal et solidaire (2021-2026) – Fonds de concours « classique » de Mayenne Communauté attribué à la commune de Lassay-Les-Châteaux	Patrick SOUTIF
10	FINANCES : Pacte financier fiscal et solidaire (2021-2026) – Fonds de concours « classique » de Mayenne Communauté attribué à la commune de CONTEST	Patrick SOUTIF
11	JEUNESSE : Convention avec le Conseil départemental – Prévention spécialisée	Magali D'ARGENTRE
12	TOURISME : Convention d'objectifs et de moyens entre Mayenne Communauté et l'EPIC Office de Tourisme Vallée de haute Mayenne	Jean-Pierre LE SCORNET
13	FINANCES : Budget Annexe Déchets Ménagers – Exercice 2024 – Décision modificative N°2 – ANNULE ET REMPLACE	Patrick SOUTIF
14	FINANCES : Exercice budgétaire 2025 – Budget principal – Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits	Patrick SOUTIF

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Coodémarrage.53	Convention de prestation de service	439,90€
Entreprise DEMOSTEN	Convention d'occupation temporaire	
VALOREN	Contrat équipement et navettes de documents	

Extrait du registre des arrêtés du Président

Décision du Président Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Délibérations du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Bureau du 6 janvier	1. MARCHES PUBLICS : Travaux d'aménagement des abords de l'espace jeunes à Mayenne (24TRA32) – MAPA – Autorisation de signature
	2. MARCHES PUBLICS : Fourniture de véhicules légers ou industriels, neufs ou d'occasion (24FOU04) – Marché subséquent n°3 – Acquisition de 4 véhicules électriques neufs pour l'auto-partage – Autorisation de signature
	3. MARCHES PUBLICS : Groupement de commandes – Réalisation d'audits énergétiques de logements communaux du territoire de Mayenne Communauté (24SER28) – MAPA – Autorisation de signature
	4. MARCHES PUBLICS : Travaux de réhabilitation de locaux associatifs rue Joseph Cugnot à Mayenne (24TRA26) – MAPA – Autorisation de signature

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	52
Contre :	0
Pour :	52
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	X
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

1. Rapport d'orientation budgétaire 2025

M. SOUTIF expose :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics, un débat a lieu au Conseil communautaire sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Pour les établissements publics de + de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport doit également présenter la structure des effectifs et des éléments sur la rémunération.

La loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018 contient également de nouvelles règles relatives au débat d'orientation budgétaire. Chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

M. MOTTAIS : Juste rebondir sur la conclusion de Patrick et me projeter sur un avenir à court et moyen terme puisqu'on est dans de l'orientation budgétaire, on sera plus concret dans le vote du budget. Et revenir sur la vigilance sur le fonctionnement, c'est vrai que moi, la slide sur les fameux effets ciseaux m'a assez interpellé puisqu'à l'horizon 2027, on va avoir un delta entre les recettes et les dépenses de fonctionnement qui sera quasi nul et 2027, c'est deux exercices budgétaires. Donc ce n'est même pas après-demain, c'est demain. Alors évidemment, il y a tout le contexte national et tous les imprévus qu'on ne peut pas nier, et ça c'est une évidence. Après, il y a aussi des choix politiques qui ne sont pas forcément ceux du mandat actuel et qui sont aussi ceux du mandat précédent, qui ont forcément un impact. Et je veux revenir sur les différents leviers qui ont été évoqués, notamment sur la réflexion sur la tarification. Alors c'est sûrement des débats que vous avez eus dans vos propres communes, peut-être, chers collègues, mais c'est vrai que ce sont des débats qui sont nécessairement à remettre sur la table, parce qu'aujourd'hui, nos services subissent forcément des augmentations de charges au regard du coût de la vie. Ça paraît une évidence que les recettes suivent cette tendance. Donc je préfère qu'on ait une augmentation, une petite augmentation chaque année, lissée, qu'elle soit indolore pour le contribuable plutôt que de frapper un grand coup et que ce soit plus difficilement absorbable pour le pouvoir d'achat des ménages. Donc ça, c'est déjà un premier point par rapport à la tarification. Sur les RH, il y a une ligne qui m'a interpellé, alors sur laquelle on allait vite passer dans la présentation, c'est réfléchir sur les avantages et les inconvénients de la GUP. C'est la première fois où, dans un DOB, on a des propos qui viennent interroger la GUP. Je voudrais savoir s'il y a déjà des pistes de réflexion qui émanent par rapport à la GUP. Et le dernier point, c'est les compétences. Ça me paraît évident qu'on va devoir engager une réflexion sur le fait de se recentrer sur nos compétences. On ne peut pas décorréliser les compétences par rapport aux investissements. Et si on est amené à prendre de nouvelles compétences, il faudra forcément qu'on rationalise au maximum les investissements pour contenir les charges qui vont avec. Et c'est pour ça que je me reporte aux projets en réflexion, pour le coup, parce qu'on a les projets actés, mais on a des projets en réflexion à 28 millions avec trois projets qui pèsent à eux seuls 25 millions. Donc, l'hôtel de ville et de communauté, on a déjà eu des premières réponses lors du conseil municipal de la ville de Mayenne de la semaine dernière. Comme j'en parle, je pense que vous allez y revenir, mais je pense qu'il est nécessaire de réinterroger l'ampleur du projet ou en tout cas son calendrier. J'ai quand même une question sur le hall des expos, qui est chiffré à 5,5 millions. Je dois savoir, c'est chiffré sur la base de quel projet ? Parce qu'on n'a eu qu'un seul COPIL sur le hall des expos pendant le mandat. On ne sait pas du tout ce que sera le devenir du hall des expos. Alors qu'en même temps, on avait des COPILS sur le lieu de diffusion culturelle qui, là, est fléché à 9,8 millions. Je sais qu'il y a de la réflexion sur le hall des expos qui pourrait accueillir le lieu de diffusion. Je pense qu'il serait nécessaire de travailler sur ces deux projets qui, à mon sens, seront forcément à réfléchir ensemble et pas l'un à côté de l'autre. Si on veut avoir des perspectives qui soient vertueuses et surtout contenir des charges de fonctionnement qui le soient aussi.

M. SOUTIF : Juste par rapport à la GUP, parce que dans le cadre de la fusion, ça avait été travaillé aussi, c'est vrai que je pense que c'est une très bonne idée la GUP parce que ça permettait de mutualiser plein de choses et d'avoir qu'une seule instance, parce qu'il n'y avait qu'un seul employeur pour l'ensemble. Par contre, c'est un point que nous avons soulevé l'an dernier, sur la DGF. Je suis sûr que la GUP a déjà eu un premier effet pervers, notamment lorsqu'il y a eu les aides : « le filet de sécurité ». Comme la GUP est remboursée sur des articles et qu'ils avaient une nomenclature comptable, la ville ne pouvait pas bénéficier du filet de sécurité parce qu'elle était trop vertueuse et trop mutualisée. Il faut que l'on revérifie précisément, au moins pour les postes qui sont à 100 % ville. Est-ce qu'ils ne pourraient pas être pris en charge directement par la ville ? Cela ne change rien financièrement, parce que c'est hors GUP. Est-ce qu'on peut inventer un système pour garder la simplification administrative au niveau des instances RH qu'il y a ? Parce qu'il peut y avoir un effet DGF. Mais cela, ça se travaille, ça se calcule. Est-ce qu'il n'y a pas moyen, sans nuire à la DGF, parce qu'on avait fait une première ébauche et on avait vu que si on passait plein de choses, il pouvait y avoir une augmentation pour la ville, mais au détriment de toutes les autres communes. Donc il y avait un gagnant, mais il y avait beaucoup de perdants. Là, il faut qu'on vérifie, et c'est un chantier juste après le vote du budget auquel il faut qu'on s'attelle. Est-ce qu'on aura un effet DGF en modifiant un petit peu la donne, mais en conservant tous les avantages de la GUP si on peut ? Pour la réponse que je peux avoir, je pense qu'il y a d'autres éléments en complément.

M. VALPREMIT : Quand vous évoquez le fait que la COMCOM devrait se recentrer sur ses compétences, alors c'est peut-être possible pour la région de se recentrer sur ses compétences en laissant les collectivités de la strate inférieure s'en débrouiller, c'est peut-être possible pour le département, mais je constate que ce n'est pas le cas aujourd'hui. Mais c'est vrai que si la COMCOM devait se recentrer sur ses compétences, qu'est-ce que deviennent les compétences qui ne seraient plus exercées par la communauté ? Elles reviennent aux communes et ce serait quand même compliqué, à mon avis, dans tout ce que couvre aujourd'hui la communauté, de se dire qu'il y a des choses qui sont accessoires ou secondaires pour la communauté et finalement renvoyer ces sujets aux communes qui sont dans des situations nettement moins favorables que la communauté. Enfin, nous sommes tous les uns les autres en responsabilité dans nos communes, nous commençons à avoir la difficulté de boucler les budgets, de couvrir les charges d'emprunt, c'est encore plus vrai, je pense, pour la ville-centre que pour les petites communes où nous avons des boucliers tarifaires, etc. Donc se dire que demain la communauté devrait se recentrer et redonner un certain nombre de sujets aux communes, je ne suis pas sûr que ce soit la bonne solution. Au contraire, je ne suis pas non plus pour l'intégration à tout va, mais je pense qu'il y a des niveaux, et c'est tout le travail que nous avons fait à travers la note stratégique qui a été élaborée en 2023. Il y a des niveaux qui sont évidemment de la responsabilité des communes, il y a des niveaux sur lesquels la communauté doit être facilitatrice. Nous avons quelqu'un qui est arrivé pour aider à trouver des financements, des secrétaires de remplacement, peut-être que demain les RH, peut-être que demain la comptabilité, ce sont des sujets sur lesquels la communauté pourrait être facilitatrice pour les communes. Et puis il y a des niveaux où l'on voit bien que si la communauté ne prend pas la main, les choses ne vont pas se faire, ou plus difficilement. C'est pour ça que je ne veux pas lancer un débat philosophique, rouvrir le débat sur les terrains de foot synthétiques, mais si l'on prend un sujet peut-être plus consensuel, on voit bien que répondre à l'enjeu de la petite enfance, c'est bien la communauté qui peut le faire, et avec une hypothèse de micro-crèches, là où les communes seraient bien en peine de créer des micro-crèches, d'embaucher des éducateurs, des auxiliaires de puériculture, la communauté amène une solution qui répond aux besoins du territoire. Donc je ne suis pas sûr que l'avenir soit dans moins de communautés, parce que cela renvoie la balle aux communes qui seraient bien en peine pour certaines de gérer ces compétences. Il faut par contre que nous affinions les choses, et puis peut-être qu'il y a des sujets sur lesquels nous exerçons aujourd'hui, nous sommes en soutien aujourd'hui auprès des citoyens. Moi, je m'interroge sur la question des mobilités par exemple. La région nous a laissés au bord de la route, si je peux prendre une métaphore routière, en supprimant les aides au covoiturage de façon complètement abrupte. Le 19 décembre, ils votent pour arrêter les aides au covoiturage le 31 décembre. Évidemment que la communauté ne va pas pouvoir pallier le désengagement de la région, et peut-être que cette politique va s'arrêter, et peut-être qu'à un moment donné ce n'était pas notre rôle d'aider les gens à faire du covoiturage, mais si nous voulons que la transition se fasse, il faut bien aussi que nous incitions et que nous soyons dans l'accompagnement. Je ne suis pas sûr que renoncer à des compétences soit forcément la solution, les évaluer, mieux les exercer, mieux les coordonner avec les communes, avec les autres acteurs, oui évidemment, trouver des sujets sur lesquels le millefeuille est source d'inefficacité, oui évidemment, se dire que demain les choses que nous faisons, nous ne les ferions plus parce que nous n'aurions plus la capacité à le faire, je ne suis pas convaincu.

M. LE SCORNET : Peut-être évoquer deux ou trois points complémentaires. C'est vrai que le ROB est intéressant puisqu'il permet de retracer un peu le passé budgétaire, de s'appuyer sur ce « presque » compte administratif que tu nous as présenté et puis aussi d'avoir un exercice de prospective et de perspective avec les éléments que tu as bien voulu communiquer, avec la présentation d'un scénario du pire, en quelque sorte. C'est si on laisse les choses en l'état, au fil de l'eau, dans ce contexte que nous connaissons, on voit bien que l'effet ciseaux est de plus en plus marqué et nous amène dans une dérive financière qui ne serait pas acceptable. Donc à nous maintenant d'exercer notre rôle politique, de trouver les leviers qui permettent de retrouver une situation qui soit supportable et qui permette à la Comcom de continuer à agir puisque depuis le début du mandat, nous avons beaucoup œuvré, beaucoup travaillé et nous avons renforcé le service public. On voit bien d'ailleurs que le bloc communal, Intercom et communes, c'est plus de service public, c'est plus de solidarité et c'est plus de proximité aussi. Donc je pense qu'il faut évidemment agir en responsabilité, agir sur les leviers qui nous permettent de retrouver une situation qui soit plus confortable. En tout cas, le scénario que tu as présenté, c'est si on n'agissait pas, on voit bien que cette

situation n'est pas tenable, n'est pas supportable. Et donc à nous, au moment du BP, j'ai envie de dire que c'est un effort qui, malheureusement, va se reproduire dans les années qui suivent, nous impose évidemment de faire des choix, mais on est en responsabilité pour justement faire des choix. Dans un contexte, c'est vrai que tu l'as évoqué, certains l'ont dit aussi, qui est marqué par une très grande instabilité politique et donc budgétaire et financière. Je crois qu'on a connu quatre premiers ministres en un an. Donc on n'a pas de budget. On nous demande une contribution au redressement des comptes publics. Il n'y a personne ici de responsable qui considère que la dette n'est pas un sujet. Évidemment qu'il faut que les collectivités aussi fassent un effort, comme vont le faire les entreprises, comme vont le faire les particuliers. Et il est assez légitime que les collectivités soient aussi mises à contribution, comme nous l'avons pu l'être, rappelez-vous, à l'occasion, sous le magistère de François Hollande, où on a été aussi extrêmement sollicité. Donc voilà, ce qu'on souhaite surtout, nous, c'est d'avoir de la visibilité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et que l'effort qui nous soit demandé soit un effort qui soit mesuré et supportable. On voit bien que les 5 milliards d'euros étaient du jamais vu et nous amenaient dans le mur. Il faut regarder maintenant dans l'état ce que veut dire ces 2,2 milliards d'économies qui seront demandées donc aux collectivités. Tout ça nous amène évidemment à une très grande prudence, et en tout cas le sens de l'aide de cadrage que j'ai adressé aux services, à la fois sur le fonctionnement et puis à ce travail politique qui va être engagé sur les dépenses d'investissement. Je l'ai évoqué sur un sujet extrêmement important, et je pense qu'on saura évidemment amener, mais c'est le principe même d'un PPI, de revoir ce qu'il faut revoir pour pouvoir avoir un PPI qui soit lui aussi supportable par rapport à nos réelles capacités. Sur le dossier du Hall d'exposition, c'est vrai que pour l'instant, en fait, il est en 2 lignes. Vous savez, puisqu'on a déjà parlé, il y a un travail technique qui est en cours pour savoir si on peut mutualiser sur ce même espace 2 équipements et donc mutualiser à la fois la dalle et le gros œuvre. Donc il y a une étude technique qui est en cours pour savoir si on pourrait mutualiser les 2 équipements sur cette même dalle. Je n'ai pas encore la réponse. C'est une réponse qui demande effectivement une certaine connaissance un peu technique. Un problème qui est en cours, c'est que dans la réception, on ne peut pas payer 2 équipements de différents bureaux d'études. Donc j'espère bien qu'on pourra aboutir. On m'a dit que c'est une piste très intéressante. On voit bien qu'on ne pourra pas se payer 2 équipements à ce niveau-là de prix, combien même il y a un fonds de concours de la ville. Ce que je voulais dire aussi, c'est que sur la halle d'exposition, moi, je pense qu'il ne serait pas raisonnable d'avoir un équipement qui coûte aussi cher pour 4 à 5 utilisations par an, ne paraît pas être quelque chose de très raisonnable. Donc on a aussi à retravailler sur ces usages de ce hall d'exposition, avec tout l'avantage d'avoir une utilisation avec l'équipement culturel, mais il voit bien qu'en tout cas, je ne pense pas qu'il soit raisonnable d'avoir un équipement qui coûte aussi cher pour quelques utilisations par an, il faudra évidemment arriver à l'optimiser, et c'est le sens de la manière dont on devra écrire le programme. Sur la GUP, tu as dit un mot, je rajouterais que le choix qui était fait lors du précédent mandat était passé par convention, alors que d'autres collectivités ont fait le choix de passer par les AC. Tu l'as un peu dit, et effectivement, les résultats en termes de DGF, Xavier le sait bien, n'auraient pas du tout été le même à l'époque. C'est-à-dire que la DGF de la ville de Mayenne ne serait pas celle qu'on connaît aujourd'hui, qui est misérable par rapport aux moyennes nationales des villes de dimension équivalente. On voit bien que néanmoins, c'est très compliqué de revenir en arrière, et par rapport aux conséquences que tu as bien voulu indiquer, Patrick, où il y aurait un effet de bord qui serait assez peu acceptable par rapport aux communes, puisque beaucoup de communes verraient plus ou moins baisser leur DGF, et celle de la ville de Mayenne, vous pourrez croire, de manière très significative. Donc on voit bien que ce n'est pas non plus, aujourd'hui en tout cas, le sens de l'histoire, donc il faut qu'on retravaille. Et c'est le sens que tu as indiqué sur la manière dont on peut peut-être revisiter la GUP et la rendre plus efficiente et plus pertinente à l'avantage de l'ensemble des collectivités locales en tout cas, c'est un autre chantier qu'il va falloir ouvrir, Patrick. Donc voilà, c'est effectivement un budget un peu charnière. Ce qu'on a besoin, c'est de la visibilité. Maintenant, à nous d'assumer nos responsabilités. Quand on a été élu, c'est de faire des choix. Donc on aura des choix à faire, à la fois sur la manière dont on maintient nos dépenses d'investissement et dans la manière dont on réinvente ou qu'on revisite notre PPI pour le rendre beaucoup plus supportable. Donc voilà ce que je voulais rajouter. Le rendez-vous, évidemment, c'est le BP. On aura évidemment les éléments plus construits. Mais ce qui n'empêche pas d'être ambitieux... Enfin, je ne voudrais pas qu'on soit non plus sur un discours négatif. Nos situations financières, elle est fondamentalement saine. Un taux de désendettement à 1,7, c'est plutôt bien. Le fait qu'on puisse avoir une ambition en matière

d'investissement, c'est aussi quelque chose qui est très important. Je pense que le pire serait que, justement, pour des raisons presque psychologiques, on se prive d'investir parce qu'on craint le pire. Je pense qu'il faut qu'on soit aussi en responsabilité pour décider en connaissance de cause et pas simplement sur une ambiance qui nous perturberait dans les choix que nous aurons à faire. Il faut aussi qu'on soit raisonnable dans les 2 sens. Il faut qu'on soit raisonnable dans la maîtrise de nos dépenses, mais il faut aussi qu'on soit raisonnable dans l'ambition qu'on doit porter en matière d'investissement parce que c'est extrêmement important d'être ambitieux pour porter des investissements qui seront utiles, évidemment, aux habitants et à notre territoire. Donc voilà, c'est dans ce chemin de crête qui est le nôtre qu'il va falloir trouver notre chemin. Ce n'est pas un exercice facile, mais en tout cas, c'est ce qui nous attend dans les mois et dans les années qui viennent.

M. BRODIN : Je ne vais pas philosopher non plus sur les communes et les communautés de communes, mais force est de constater quand même que cela devait réduire les coûts et que finalement, au niveau du personnel, les communes n'ont pas diminué et les communautés de communes ont augmenté. Bon, c'est un sujet, mais ça a quand même été le cas. Si on regarde à l'échelle nationale, 300 000...

M. VALPREMIT : Il faut prendre en compte tous les sujets que l'État nous a renvoyés depuis, comme la santé, dont on n'est pas censé s'occuper, mais on s'en occupe parce que l'État a été défaillant. Donc la question n'est pas de créer des postes à la place des communes, c'est que l'État se décharge sur le bloc local.

M. BRODIN : Là, je parle des années 2012-2018, il y a eu quand même 300 000 personnes de plus, donc c'est antérieur à ce dont tu parles.

M. VALPREMIT : Cherchez-les dans les ministères et dans les services de l'État.

M. BRODIN : On est d'accord là-dessus. Pour autant, j'entendais dire qu'on n'est pas endetté, mais cela signifie qu'on n'a pas investi non plus. Et donc là, vous parliez d'investissements qui sont à faire. N'étant pas endetté, on n'a pas d'annuité, mais on ne va pas avoir d'annuité qui vont tomber. Donc on ne va pas vraiment avoir d'éclaircies de ce côté-là.

M. LE SCORNET : Je n'ai pas compris.

M. BRODIN : Je disais qu'on nous a dit, et c'est vrai, qu'il n'y avait pas d'endettement. S'il n'y a pas d'endettement, c'est qu'il n'y a pas eu d'investissement en amont. Enfin, on n'est pas comme l'État qui emprunte pour payer des salaires. Nous, on emprunte pour faire de l'investissement, ce qui est normal.

M. LE SCORNET : Oui, on a une capacité d'investissement qui nous permet de payer comptant.

M. BRODIN : Mais cette capacité, elle fond, puisqu'on avait 15 millions de report, il y avait 2 millions sur le budget de fonctionnement et 2 millions de déficit sur l'investissement pour l'année écoulée. Donc, c'est-à-dire que le fil est quand même réduit et c'est ce qui a été présenté avec 2 millions. Donc, on ne va pas avoir une capacité d'autofinancement importante, compte tenu des ciseaux qui sont présentés, et pas non plus de baisse d'annuité, tout en ayant à faire des investissements qui n'ont pas été faits précédemment. Et il y a intérêt, à mon avis, justement d'harmoniser les projets comme ça a été dit.

M. LE SCORNET : Donc, on est d'accord ?

M. BRODIN : Oui, ça peut arriver, non ?

M. LE SCORNET : J'en suis très heureux.

M. BRODIN : Et on aura moins d'aide des étages supérieurs. Donc, s'il y a moins d'aide, s'il y a moins de capacité à autofinancer et pas de tomber d'annuité, il y a intérêt à se préoccuper des années qui viennent. C'était tout ce que je voulais dire.

M. SABRAN : Merci. Tout d'abord, je ne vois pas quelles compétences les communes pourraient reprendre à la communauté de communes aujourd'hui. Et pourtant, je fais partie de ceux qui ne veulent pas en perdre de compétences. Il y a une chose que j'ai déjà dite, c'est sur le logement qu'on ne se penche pas. Investir dans le logement, c'est des recettes derrière et peu de frais de fonctionnement. C'est la gestion des

logements. Et je pense que nos communes, Champéon comme à Charchigné, on en fait nous-mêmes, mais là, on ne peut plus, puisqu'on n'a pas d'aide. Un fonds de concours une fois par mandat. Donc, je souhaite que cette compétence, la communauté de communes, la prenne à son compte.

M. RAILLARD : Je vais apporter une réponse à Christian parce que c'est vrai que cela fait longtemps qu'il nous sollicite quand même sur cette partie logement et nous sommes convaincus et tu as tout à fait raison. C'est pour cela que demain soir, nous avons ce premier comité de pilotage du PLH. Donc, c'est une première partie et un premier effort que Mayenne Communauté va faire. Nous allons mener ce PLH et, à côté de cela, nous allons mettre des enveloppes d'accompagnement vers les communes pour justement cette création de logements, réhabilitation et création de logements. Donc, nous avons un vrai besoin et nous répondrons plus à une demande importante.

M. SABRAN : Oui, ça ne sera pas une compétence de Mayenne communauté

M. RAILLARD : Ce sera une aide aux communes, qui est déjà en place en partie.

M. SOUTIF : On a rencontré le sous-préfet l'année dernière à propos du CRTE et on lui a fait remonter ce problème. Il est pleinement conscient qu'il y a une vraie demande des communes pour justement avoir une possibilité d'agir beaucoup plus facilement sur le logement, parce qu'il y a une demande qui est tellement forte. Dès qu'on a un logement à louer, on a 15 ou 30 demandes.

M. SABRAN : Oui, mais ça dépend des sous-préfets, parce que moi, j'ai entendu un sous-préfet qui m'a dit que ce n'était pas la compétence des communes.

M. LE SCORNET : Christian, ce sous-préfet-là, en tout cas, il est prêt, évidemment, à nous accompagner sur cette thématique logement.

M. TRANCHEVENT : Juste une observation, je ne suis pas trop d'accord pour regarder trop en arrière. Ce qui a été fait, a été fait, dans un contexte donné. Je trouve que ce qui m'importe aujourd'hui, c'est de savoir que nous sommes dans une situation complexe et paradoxale. C'est-à-dire que nous avons des demandes qui sont contraires. On nous dit d'un côté, à juste titre encore une fois, soyez vigilants, soyez prudents, nous devons rembourser la dette et donc vous avez le pied sur le frein. Et d'un autre côté, pour des raisons qui sont tout à fait intéressantes et à entendre, il faut être ambitieux. Nous sommes dans un changement de paradigme et face à l'évolution du monde, et je regarde comment les entreprises travaillent, face à l'urgence climatique, nous avons la nécessité d'investir et de réaliser des actions. Donc, nous avons ces deux demandes qui ne sont pas les mêmes : accélérer et freiner. Voilà, il y a de quoi devenir fou ou alors de devenir très créatif. Je dis cela parce que nous devons réinventer un certain mode de relation entre les communes et la communauté de communes. Et nous voyons bien que c'est absolument nécessaire parce que toutes nos questions sont transversales. C'est-à-dire que si nous parlons de l'habitat, cela concerne à la fois l'économie et la commune. Si nous parlons de la garde de la petite enfance, etc. Je ne vais pas tous les énumérer, mais nous voyons bien cela et je pense que c'est à nous d'être confiants pour nos citoyens. Je reprends souvent ce mot de Péguy parce qu'il dit : "Une difficulté, c'est une lumière. Une difficulté insurmontable, c'est un vrai soleil." Et donc, je pense que nous sommes dans ce changement de paradigme et je remercie le Président pour ses propos parce qu'il ne faut pas que nous quittions l'ambition. Par contre, il faut que nous quittions naïvement l'idée que les choses vont se passer comme elles se passaient auparavant. Cela, c'est terminé. Et donc, nous avons à inventer cette nouvelle façon de faire.

M. COISNON : Par rapport au budget annexe des déchets ménagers, je me permettrais de rajouter quand même que dans les déchets ménagers, il y a aussi les déchetteries, c'est ça, on l'oublie de dire, un projet ambitieux, sauf que le problème c'est qu'avec les nouvelles filières et autres, nos déchetteries de demain devront être ambitieuses du fait qu'on nous impose des mises en place de bennes, des choses différentes et qui ont un coût induit. Donc aujourd'hui, je vous rappelle qu'effectivement, comme tu l'as dit, les recettes principales, ce sont les redevances et aussi les aides des éco-organismes qu'on ne connaît pas toujours à l'avance, d'où la vigilance. Mais ce projet ambitieux par rapport à une

construction de déchetterie ou de mise en norme des autres, celle de Martigné entre autres, est lié au fait des nouvelles filières qui sont mises en place par le gouvernement.

Le Conseil communautaire prend acte du Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 présenté en annexes, qui a donné lieu à un débat.

Voir annexes 1A et 1B

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M.SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	x

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

2. Développement économique – Mayenne – Vente de terrains à la SCI BATIRA

M. TRANCHEVENT expose :

Le groupe RAPIDO, implanté sur le site de Poirsac à Mayenne, ne cesse de se développer. Un nouvel atelier de menuiserie de 7 500 m² sortira de terre dans les prochains mois, il jouxtera l'atelier de montage de camping-cars existant. Ce projet va permettre une production plus importante et de l'embauche.



Maintenant, le groupe RAPIDO, ne possède plus suffisamment de terrain pour envisager des extensions futures et doit donc prendre en compte l'acquisition de nouvelles réserves foncières. C'est pourquoi il souhaite acquérir des terrains appartenant à Mayenne Communauté situés au Lieudit « La Pillière » à Mayenne au Sud de la route de Fauconnier.



Voici les caractéristiques des terrains concernés :

- Parcelle YI n° 6 située au Lieudit « La Pilière » pour une surface de **3ha 82a 70ca**
 - Parcelle YK n° 22 située au Lieudit « La Pilière » pour une surface de **1ha 51a 17ca**
- Ces deux parcelles sont actuellement louées au profit de Monsieur et Madame Philippe ILLAND pour un usage d'exploitation agricole aux termes d'un bail sous seing privé en date à Mayenne du 12 avril 2018, enregistré à Laval le 27 avril 2018, pour une durée de neuf années ayant commencé à courir le 1^{er} avril 2018 pour se terminer le 31 mars 2027.
- Parcelle YI n° 7 située au Lieudit « La Pilière » pour une surface de **1ha 12a 80ca**

Prix de vente : 207 915 € auquel s'ajoutent les frais de géomètre et notaire à la charge de l'acquéreur ainsi qu'un prorata sur le fermage en cours.

M. DOYEN : j'ai juste une petite question par rapport à la route, elle va être supprimée ou pas ? Comment vont-ils passer de l'autre côté ? Qu'est-ce qui va être prévu par rapport à ça ?

M. LE SCORNET : Alors, il y a effectivement un projet qui est en cours de réflexion, qui vise évidemment à sécuriser notamment les allers-retours qu'il y aura, sans pour autant empêcher les quelques hameaux qui sont juste à côté, qui devront continuer à être desservis, il y a un travail qui est en cours.

M. DOYEN : Il n'y a pas de suppression de voies quand même pour autant ?

M. LE SCORNET : Non, en tout cas, on va faire en sorte que les riverains puissent continuer à aller chez eux. Après, je pense qu'on fera en sorte qu'il y ait beaucoup moins de flux parce qu'on a quand même à assurer une sécurité du site et on devra maintenir, évidemment, l'accès aux gens qui habitent le secteur.

M. DOYEN : D'accord, il y a une réflexion qui est en cours quoi.

M. TRANCHEVENT : Oui, plus que ça, c'est un engagement de la société Rapido à ne pas supprimer cette voie. Nous nous sommes réunis à plusieurs reprises, mais c'est embêtant parce que c'est un travail en cours. Je ne veux pas que l'on communique trop là-dessus, mais il y a un engagement et une exigence de Mayenne Communauté de dire que cette voie ne sera pas supprimée. Elle va être modifiée, évidemment, dans sa circulation. Nous allons travailler sur la sécurité puisqu'il va y avoir beaucoup de traversées. Nous allons également travailler sur le maintien des liaisons douces. Il y aura sans doute des restrictions pour cette

voie, qui est utilisée par beaucoup de gens qui n'habitent pas le secteur. Les résidents n'auront aucun souci à se faire, par contre, tous ceux qui empruntent un chemin de traverse pour aller au centre de santé ou à la déchetterie utiliseront la voie normale.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **Valide la vente de 6ha 46a 67ca au prix de 207 915 € à la S.C.I. BATIRA ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant. A ce prix il faudra ajouter les frais de géomètre et notaire, ainsi que le prorata sur le fermage en cours.**
- **Autorise Monsieur le Président à signer l'acte notarié ainsi que tout autre document se rapportant à cette vente.**
- **Décide de confier la rédaction de l'acte à Me Philippe PILLEUX**

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

3. CULTURE : Révision du Règlement intérieur du Pôle culturel le Grand Nord Mayenne

M. BONNET expose :

Le règlement intérieur du Pôle culturel le Grand Nord a besoin d'être mise à jour, en lien, avec l'évolution de la vie dans les différents espaces de l'équipement. Le projet de réécriture de ce règlement a été travaillé avec la Direction de l'action sociale et des services à la population.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **Valide cette mise à jour du règlement intérieur et autorise le Président à le signer.**

Voir annexe 1C

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

4. CULTURE : Second récolement décennal (2016-2025)

M. BONNET expose :

La loi musées du 4 janvier 2002 rappelle les obligations auxquelles sont soumis les musées de France :

« Les collections des musées de France font l'objet d'une inscription sur un inventaire. Il est procédé à leur récolement tous les dix ans. » La personne morale propriétaire des collections est responsable devant la loi de la conduite de cette opération, qui doit porter sur l'ensemble des collections, qu'elles soient conservées au sein du musée ou déposées à l'extérieur.

La circulaire du 27 juillet 2006 fixait le cadre du premier récolement décennal qui s'est achevé le 31 décembre 2015. Le deuxième récolement décennal, débuté le 1er janvier 2016, s'achèvera le 31 décembre 2025.

Chantier obligatoire, le récolement doit s'appuyer sur un plan de récolement décennal au sens de la circulaire du 27 juillet 2006, qui doit être validé par le propriétaire des collections après avis de la DRAC. La date initialement fixée au 30 mars 2020 (courrier de la cheffe du service des musées de France en date du 10 janvier 2020) de transmission des plans de récolement a été repoussée en raison de la pandémie.

1) Objectifs

Les objectifs de ce second récolement décennal sont à la fois d'ordre interne, afin de connaître et mieux conserver nos collections et de faciliter également le travail de l'équipe du musée, et d'ordre externe afin d'optimiser les relations avec nos partenaires et notre public.

Clarifier le statut des collections

Le premier objectif du second récolement décennal est de clarifier le statut des objets de la collection :

- Mode d'acquisition inconnu : achats non documentés, dons non documentés, sauvetages lors de fermeture, dépôts sauvages, ...

- Statut non tranché : pour les collections issues des fouilles du château (OAU et fouilles plus anciennes), il s'agira de distinguer les collections d'étude des collections inscrites à l'inventaire du musée.

Compléter les informations

La charge de travail lors du premier récolement était telle qu'il avait été nécessaire de prioriser. Ainsi, pour les collections archéologiques qui représentent plusieurs milliers d'items, le pointage avait été réalisé de manière globale, par caisse. Il s'agira cette fois d'affiner le récolement en vérifiant chaque item.

Il s'agira également de compléter la couverture photographique des collections ainsi que la prise d'informations (constats d'état, dimensions, matériaux...).

Favoriser la gestion et l'étude des collections

Parce qu'il permet de (re)localiser précisément les collections, de clarifier le statut des objets, de vérifier l'état de conservation..., le récolement facilite la gestion des collections au quotidien.

Alors que des chercheurs travaillent actuellement à la publication sur le château de Mayenne, les connaissances recueillies lors du récolement sont essentielles pour optimiser les travaux de recherches.

2) Méthodologie

Un travail préparatoire nécessaire

En l'absence de registre d'inventaire et suite aux difficultés rencontrées lors du premier récolement, le nombre d'objets présents dans les collections reste à ce jour une estimation. Le premier récolement a permis d'avoir une idée assez précise des collections de l'ancien musée conservées dans les différentes réserves. Les tableaux Excel réalisés pour le premier récolement vont pouvoir servir de base pour le second, en apportant les modifications suite au travail de post-récolement.

Au contraire, les collections issues des fouilles du château n'ayant pas été récolées de manière détaillée, leurs connaissances demeurent essentiellement théoriques. Un long travail préparatoire, débuté depuis plusieurs années, vise à élaborer des listes exhaustives de ces objets par typologie (faune, céramique, lithique...). Ces tableaux Excel seront confrontés aux objets physiques lors du récolement.

Une première phase de récolement en parallèle des études pour la publication

Une première phase de récolement a été réalisée en octobre 2024. Toutes les collections conservées au sous-sol du centre technique municipal ont été triées et récolées. Il s'agit de matériel archéologique issu des fouilles du château par l'OAU (faune, lithique/terre-cuite, prélèvements, mortiers et sondages). Ce travail a été réalisé dans le cadre des études en vue de la publication sur l'histoire du château de Mayenne.

Ainsi ont été récolés :

- 918 sacs de faune (dont deux objets taillés)
- 660 sacs de lithique/terre cuite
- 484 sacs (ou caisses) de prélèvements ou mortiers
- 13 sacs divers

Un récolement par localisation

Réfléchir par typologie d'objets est très contraignant au musée du château de Mayenne du fait de la diversité des collections mais aussi des réserves qui ne sont pas organisées par techniques ou matériaux.

Le récolement ne sera donc pas effectué par typologies d'objets mais par localisations : exposition permanente, réserves au château, couvent de la Visitation...

Cependant, une distinction sera faite entre les collections de l'ancien musée et les collections archéologiques. Etant clairement identifiables dans les réserves et ayant des sources documentaires différentes, elles seront traitées dans des campagnes distinctes.

3) Moyens de mise en œuvre

▪ Moyens humains

◦ Agents permanents

- le directeur du musée (coordination générale, contrôle) – 5% d'un temps plein
- la chargée des collections (organisation, récolement, bilan et validation des campagnes) – 70% d'un temps plein
- d'un agent de maintenance (manipulation) – 5% d'un temps plein

◦ Agent contractuel

- un chargé de récolement (constats d'état, vérification de l'exactitude des notices d'inventaire, saisie informatique des données, prises de vue, prises de dimensions, marquage indirect, conditionnement et post-récolement) – 100% d'un temps plein sur un an (à partir de février 2025) - Financement de la DRAC sollicité pour ce poste.

Un point d'attention est la formation. L'agent contractuel devra être formé à :

- La spécificité du récolement dans un musée aux collections très hétéroclites : des collections archéologiques (avec des objets fragiles et en grands nombres), ethnographiques, beaux-arts, arts graphiques, ...
- L'utilisation du logiciel Collective Access, en particulier pour le travail de post-récolement.

▪ Moyens matériels

L'équipe de récolement du musée du château de Mayenne dispose de :

- 2 ordinateurs portables. A noté qu'il n'y a pas de réseau Wifi au couvent de la Visitation, au garage de l'école Louise Michel et au centre technique municipal, ce qui constitue une entrave importante.
- 1 appareil photo
- Petit matériel de conservation (marquage, conditionnement).

Il sera toutefois nécessaire de bien veiller au réapprovisionnement de ce matériel, ainsi qu'à l'achat de matériel spécifique selon les besoins constatés lors du récolement.

- un véhicule de service (selon disponibilités)

Enfin, une difficulté majeure est l'impossibilité de travailler dans les espaces du couvent de la Visitation, du garage de l'école Louise Michel et du centre technique municipal à certaines périodes de l'année, notamment en hiver, du fait de conditions climatiques et de lumières inadaptées.

4) Planning prévisionnel

Campagnes	Dates	Localisation	items estimés	Types majoritaires
Campagne n°1	Janvier 2025	Musée : exposition permanente	1061	Archéologie (fouilles OAU) et quelques objets de l'ancien musée
Campagne n°2	Février-Juillet 2025	Réserves du musée et couvent de la Visitation	29140	Collections de l'ancien musée
Campagne n°3	Août-octobre 2025	Réserves du musée, garage Louise Michel et centre technique municipal	31200*	Collections archéologiques (fouilles OAU et autres)
Campagne n°4	Novembre-décembre 2025	CCE et musée de Jublains, laboratoire Arc' Antique	1000*	Collections archéologiques (fouilles OAU et autres)

* quantité minimale, items non quantifiés

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **Valide le plan de récolement décennal proposé ci-dessus.**

Mayenne, le 15 janvier 2025

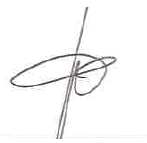
Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

5. MARCHES PUBLICS : Convention de groupement de commandes – Fourniture de bois combustible (25FOU01)

M. SOUTIF expose :

La Ville de Mayenne et Mayenne Communauté ont régulièrement besoin d'assurer la fourniture de bois combustible, notamment pour le centre de loisirs Les Châteliers et le centre aquatique La Vague.

Ces deux entités ayant pour projet de lancer une consultation afin d'assurer à nouveau cette fourniture, il est donc proposé de constituer un groupement de commandes dont l'objectif est de désigner un fournisseur pour répondre aux besoins des deux collectivités sur une période donnée. Cette procédure d'achat permet d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Ce groupement de commandes est établi conformément aux articles L. 2113-6 et 2113-7 du Code de la commande publique.

Cette procédure, numérotée 25FOU01 et intitulée « Fourniture de bois combustible », aboutira à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes. La durée sera fixée à 1 an reconductible 3 fois (soit 4 ans maximum). Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme de procédure adaptée est suffisante.

Les fournitures feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum mais avec maximum passé en application des articles L. 2125-1, R. 2162-4, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les commandes seront passées selon les besoins ponctuels exprimés par chaque membre du groupement et ce, sur toute la durée de l'accord-cadre.

Les maximums exprimés ci-après s'entendent pour l'ensemble des membres du groupement, soit les 2 collectivités confondues :

Maximum de l'accord-cadre 25FOU01 Fourniture de bois combustible	
Pour un an	710 MWh PCI
Pour 4 ans	2840 MWh PCI

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, prenne en charge les frais de publicité. A compter de la notification de l'accord-cadre, chaque entité sera responsable des commandes passées sur la base de cet accord-cadre.

Le choix du titulaire sera effectué par la Commission d'attribution de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir les titulaires sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par les services référents des achats.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, autorise :

- **Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-président, à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation et fournie en annexe ;**
- **Monsieur le Président ou son délégataire compétent :**
 - **à lancer cette consultation en tant que coordonnateur du groupement ;**
 - **à signer l'accord-cadre avec le titulaire retenu ainsi que les pièces s'y rapportant ;**
 - **à signer et exécuter les bons de commandes issus de cet accord cadre, pour la partie qui le concerne, avec le titulaire désigné.**

Voir annexe 1D

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M.SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

6. TOURISME : Tarifs 2025 du Camping Gué Saint Léonard

M. SOUTIF expose :

Considérant la nécessité de fixer les tarifs du camping pour la saison 2025

1 – HEBERGEMENTS ET EMPLACEMENTS NUS

Il est proposé l'adoption de la grille tarifaire figurant en annexe.

2 – ALIMENTATION / BOISSONS

Il est proposé comme suit le maintien des tarifs snack/boissons :

- **Boulangerie**

Tarif unique : 1,30€

Si le prix d'achat est supérieur ou égal 1,30€ il est proposé d'appliquer un coefficient multiplicateur de 1,2 qui sera arrondi à la dizaine de centime supérieure.

- **Snack Boissons**

- Café / thé : 1,10 €
- Café double : 1,50 €
- **Boissons de type « Soft » : 1€ avec application un coefficient multiplicateur de 1,5 qui sera arrondi à la dizaine de centime supérieure.**

- **Glaces**

Pour les glaces, il est proposé d'adopter la grille tarifaire préconisée par le fournisseur

- **Epicerie**

Il est proposé de fixer les prix comme suit pour l'ensemble des produits d'épicerie : prix d'achat unitaire HT x 1.5 arrondi à la dizaine de centime supérieure.

A l'exception des ventes de bouteille d'eau pour lesquelles il est proposé de fixer le prix suivant :

Bouteille eau plate ou gazeuse 1,5 L : 1.50€ TTC

Bouteille eau 0,5 L : 0.50 € TTC

3- COMMERCIALISATION

Considérant les besoins de commercialisation du camping il est proposé d'autoriser le président à renouveler la contractualisation avec Camping.com sous forme d'un contrat de distribution. Les recettes des produits commercialisés par cet intermédiaire seront imputées de 20% TTC avant reversement sur la régie d'avance.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- ***Approuve la tarification 2025 incluant les grilles tarifaires annexées au présent dossier***
- ***Autorise le Président à renouveler la contractualisation avec Camping.com et à signer tous documents inhérents au présent dossier.***

Mayenne, le 15 janvier 2025

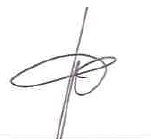
Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	50
Abstention :	1
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

7. Projet Pôle Associations Caritatives rue Joseph Cugnot

M. SOUTIF expose :

Il est mis à disposition des différentes associations caritatives des locaux pour assurer l'accueil et l'accompagnement des administrés en difficulté dans divers domaines de la vie quotidienne : aide alimentaire, aide vestimentaire, secours divers, cours d'alphabétisation...etc.

Les conditions d'accueil et d'interventions pour certaines d'entre elles sont peu satisfaisantes (vétusté des locaux, problème technique...)

A cet effet, une réflexion a été engagée afin de regrouper quatre associations dans un seul et même lieu au sein des locaux rue Joseph Cugnot : l'épicerie sociale de Mayenne et Lassay, les Restos du Cœur, la Croix-Rouge Française.

En effet, ce lieu répond à plusieurs critères :

- un lieu excentré du centre-ville, peu visible du grand public, moins stigmatisant
- un lieu desservi par les transports de la ville, avec des espaces de stationnement à proximité
- un lieu avec une superficie assez grande pour accueillir les associations ciblées et disposant à la fois d'espace de stockage et garage
- des locaux accessibles

Dans ce contexte, les élus ont rencontré les différentes associations pour présenter le projet et recueillir leurs avis.

Les bénévoles ont accueilli avec intérêt ce nouveau projet et le CCAS, en lien avec le bureau d'études, a rencontré chaque association pour définir leurs besoins et élaborer le cahier des charges. Les plans d'aménagement intérieur sont ainsi finalisés et ont été soumis aux élus et associations.

Les bénévoles soulignent l'intérêt de ce projet, tant pour leurs conditions d'interventions au quotidien que pour le confort apporté aux usagers. De même, ce projet permettra de faciliter les échanges entre les associations pour mieux se connaître, se soutenir si besoin (si manque de bénévoles ponctuellement dans une association par exemple), faciliter les dons de denrées en fin de distribution de l'AMI vers les Restos par exemple.

Les travaux consistent à l'amélioration des performances énergétiques du bâtiment et la création d'espaces d'accueil et de stockage pour les associations accueillies au sein de celui-ci, pour une surface totale aménagée de 966 m².

Le montant total des travaux s'élève à 854 077.32 € HT, soit 1 024 892.78 € TTC, auxquels on peut rajouter pour cette opération 18 688 € TTC de frais d'études (structure, amiante, thermique...) et 7500 € de coordination SPS et bureau de contrôle.

Ainsi, le budget prévisionnel de cette opération s'établit comme suit :

Budget Prévisionnel Projet CUGNOT

Dépenses	Montant HT	Recettes	Montant HT
<u>Travaux de rénovation énergétiques & d'aménagements intérieurs</u>		DETR bonifiée (40 % X 600 000)	240 000,00 €
Terrassement - Aménagements extérieurs	12 261,00 €	DSIL	150 000,00 €
Maçonnerie - démolition	12 458,00 €	Autofinancement Mayenne Communauté	464 077,32 €
Charpente-couverture - mur ossature bois - bardage	75 376,87 €		
Menuiseries extérieures serrurerie	72 213,00 €		
Menuiseries intérieures	46 918,70 €		
Cloisons sèches - isolation - faux plafonds	239 154,38 €		
Revêtement sol souple - carrelage - faïence	37 517,68 €		
-			
-			
TOTAL HT	854 077,32 €	TOTAL HT	854 077,32 €

M. BRODIN : Moi j'avais parlé d'un million, on nous a dit 500 000, en fait c'est 870 000 qui s'annonçaient là avant sans doute des surprises et des rajouts. Je pense que justement, quand on parlait tout à l'heure d'investissement, il faut quand même relativement cadrer les montants à dépenser parce que moi j'avais fait un calcul de tête juste le soir même. Avec 1 000 euros par mètre carré, on n'arrive pas à rénover des locaux, aujourd'hui on est plutôt à 2 000, ce qui m'avait fait amener à un million d'euros. Bon, ça fait quand même que 370 000 de plus, ça fait deux fois le prix de la salle culturelle de Fontaine Daniel, c'est quand même une somme assez conséquente. Donc pour l'avenir, je pense qu'il faut prendre peut-être plus de temps par rapport à ça, surtout dans les contextes que nous avons discutés tout à l'heure.

M. LE SCORNET : Alors, il n'est pas là, donc je ne vais pas parler à sa place, mais il s'est peut-être un peu trompé, mais pas tellement, parce qu'il a peut-être confondu montant de dépense et autofinancement. Parce qu'en fait, on va arriver à quasiment 700 000 euros d'autofinancement de Mayenne Co en fait. Sur un projet, effectivement, vous avez raison, d'un million d'euros, mais l'autofinancement de Mayenne Co serait de 500 000 euros. Donc il y a peut-être une confusion, mais le plus simple, ce sera de lui poser la question quand il sera de retour. Voilà, pour apporter une réponse, mais en tout cas, sur le reste, j'appuie

évidemment sur la nécessité d'être vertueux dans les dépenses que nous allons faire et les investissements que nous aurons à faire. Là, il s'agit d'aller solliciter les fonds. Alors, il y a le DETR DSIL il y a le Fonds vert aussi, le Sous-préfet nous a confirmé qu'il y avait encore quelques fonds mobilisables. Donc, compte tenu de la démarche vertueuse qui est à l'œuvre en matière d'énergie, on va évidemment les solliciter.

Après délibération, le Conseil communautaire à la majorité (M. BRODIN s'étant abstenu) :

- **Autorise le Président à solliciter les subventions liées au projet : DETR, DSIL, Fonds vert et autres aides mobilisables**
- **Décide de solliciter l'aide de l'Etat au titre de la DETR soit 30% d'un montant plafonné à 600 000 €, majoré de 10% car le programme est inscrit au CRTE soit 240 000 €,**
- **Décide de solliciter l'aide de l'Etat au titre de la DSIL à hauteur de 150 000 €.**
- **L'autorise à réaliser les démarches nécessaires à la réalisation de ce projet auprès des partenaires et des financeurs.**

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

8. DECHETS : Convention pour la gestion des déchets du Centre Hospitalier Nord-Mayenne

M. COISNON expose :

Depuis 2003, le Centre Hospitalier Nord-Mayenne a signé une convention de redevance spéciale avec la Communauté de communes pour la gestion et la facturation de ces déchets.

Compte tenu de l'importance de cet établissement et de la spécificité de son fonctionnement, la collectivité a mis à disposition une benne compactrice qui présente l'avantage d'éviter des vidages répétés de nombreux bacs et de limiter les allers/retours au site de transfert des ordures ménagères, tout en laissant au CHNM la possibilité de ne plus dépendre d'horaires de collecte.

Lors de la mise en place de la tarification incitative, une convention a été signée entre la collectivité et le CHNM puis renouvelée chaque année en fonction de l'évolution des coûts par exemple, le traitement des ordures ménagères facturé par le Conseil départemental était de 149,86€TTC en 2024 et sera de 182,66 €TTC en 2025). La tarification tient compte du poids des déchets, des coûts de traitement et des frais d'entretien et de maintenance du matériel.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **Décide de reconduire dans les mêmes conditions, la convention pour une durée de 1 an à compter du mois de janvier 2025.**

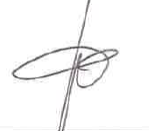
Voir annexe 1E

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,
Hervé PILLAERT



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

9. FINANCES : Pacte financier fiscal et solidaire (2021-2026) – Fonds de concours « classique » de Mayenne Communauté attribué à la commune de Lassay-Les-Châteaux

M. SOUTIF expose :

VU l'adoption du second pacte financier, fiscal et solidaire adopté par le conseil communautaire le 2 juin 2022 et par tous les conseils municipaux pour le mandat 2021-2026,

VU le levier péréquation et solidarité prévoyant notamment l'attribution de fonds de concours « classiques » à toutes les Communes membres de Mayenne Communauté,

VU l'enveloppe de fonds de concours « classiques » fixée à 3 000 000 € pour la durée du mandat et répartie entre les 33 Communes selon la population INSEE,

Considérant que la Commune de Lassay les Châteaux met en oeuvre les travaux de rénovation de la rue de Couterne

Considérant que le montant du fonds de concours ne doit pas excéder la part de financement propre, hors subventions, assurée par le bénéficiaire du fonds de concours selon l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

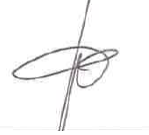
- **Décide d'attribuer un fonds de concours classique de 182 951 € à la commune de Lassay les Châteaux au titre des dépenses liées aux travaux de rénovation de la rue de Couterne. Ce versement s'effectuera sous réserve de la présentation des justificatifs mentionnés à l'article 4 de la convention pour l'attribution du fonds de concours sus-cité**
- **Autorise Monsieur le Président à signer la convention régissant les modalités de versement du fonds de concours entre Mayenne Communauté et la commune de Lassay les châteaux.**

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,
Hervé PILLAERT



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

10. FINANCES : Pacte financier fiscal et solidaire (2021-2026) – Fonds de concours « classique » de Mayenne Communauté attribué à la commune de CONTEST

M. SOUTIF expose :

VU l'adoption du second pacte financier, fiscal et solidaire adopté par le conseil communautaire le 2 juin 2022 et par tous les conseils municipaux pour le mandat 2021-2026,

VU le levier péréquation et solidarité prévoyant notamment l'attribution de fonds de concours « classiques » à toutes les Communes membres de Mayenne Communauté,

VU l'enveloppe de fonds de concours « classiques » fixée à 3 000 000 € pour la durée du mandat et répartie entre les 33 Communes selon la population INSEE,

Considérant que la Commune de Contest met en œuvre le projet de réhabilitation et d'extension son école

Considérant que le montant du fonds de concours ne doit pas excéder la part de financement propre, hors subventions, assurée par le bénéficiaire du fonds de concours selon l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

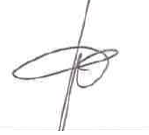
- **Décide d'attribuer un fonds de concours classique de 68 992 € à la commune de Contest au titre des dépenses liées aux travaux de rénovation et d'extension de son école. Ce versement s'effectuera sous réserve de la présentation des justificatifs mentionnés à l'article 4 de la convention pour l'attribution du fonds de concours sus-cité.**
- **Autorise Monsieur le Président à signer la convention régissant les modalités de versement du fonds de concours entre Mayenne Communauté et la commune de Contest.**

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,
Hervé PILLAERT



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

11. JEUNESSE : Convention avec le Conseil départemental – Prévention spécialisée

M. LE SCORNET expose :

Depuis juin 2018, Mayenne communauté s'est engagé auprès du Conseil Départemental pour accompagner l'intervention d'éducateurs de rue sur le territoire. A ce titre, une convention a été signée avec le département pour une durée de 3 ans (2022-2024).

La prévention spécialisée intervient dans l'espace rue, au contact des jeunes les plus éloignés de nos structures, et les accompagnent tant en individuel qu'en collectif.

En 2023, ils ont accompagnés 70 jeunes en relation éducative autour principalement de l'insertion professionnelle, de la formation, de la santé et de la famille.

Les éducateurs sont intervenus à 25 reprises dans des établissements scolaires pour 680 élèves de collèges et lycées.

Depuis l'ouverture de La Gare (local jeunes), les éducateurs disposent d'un bureau et d'un espace d'animation en son sein. Ces locaux partagés permettent un meilleur partenariat et une meilleure collaboration entre les 4 animateurs jeunesse et les 2 éducateurs venant ainsi renforcer les interventions auprès des jeunes.

Pour rappel en 2024 Mayenne communauté a versé une subvention de 23 000€ au Conseil départemental. La collectivité met à disposition, à titre gracieux, un local de 38,5m² estimé à 150€ le m² par an soit pour une année à 5 775€. Ce local a été meublé pour un montant de 4 800€.

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- ***Décide de poursuivre ce partenariat en autorisant le Président à signer la convention annexée pour une durée de 3 ans (2025-2027).***

Voir annexe 1F

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,
Hervé PILLAERT



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

12. TOURISME : Convention d'objectifs et de moyens entre Mayenne Communauté et l'EPIC Office de Tourisme Vallée de haute Mayenne

M. LE SCORNET expose :

VU la délibération du 6 juillet 2023 portant création de l'EPIC Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne

Considérant le décret n°2001-495 du 06/06/2001, précisant que les subventions dont le montant est supérieur à 23 000 € font l'objet d'une convention d'objectifs et de moyens.

Considérant le projet de convention annexé au présent dossier

Considérant les deux annexes jointes à la convention relatives à la mise à disposition de la halte fluviale et du bateau promenade.

Considérant la nécessité de fixer le cadre du soutien de Mayenne Communauté à l'EPIC Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- ***Approuve le projet de convention annexé au présent dossier ainsi que ses deux annexes relatives à la mise à disposition de la Halte Fluviale et du Bateau promenade.***
- ***Autorise le Président à signer la convention et ses annexes ainsi que tout document inhérent au présent dossier.***

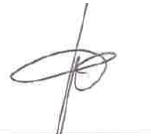
Voir annexes 1G-1H-1I

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,
Hervé PILLAERT



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

13. FINANCES : Budget Annexe Déchets Ménagers – Exercice 2024 – Décision modificative N°2 – ANNULE ET REMPLACE

M. SOUTIF expose :

ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 19 DECEMBRE 2024

Le budget primitif 2024 du budget annexe déchets ménagers de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 8 février 2024 puis ajusté au moyen d'une décision modificative adoptée le 18 septembre 2024.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire de procéder à un deuxième ajustement budgétaire sur le budget 2024 en section de fonctionnement et en section d'investissement au regard de besoins nouveaux, de régularisations d'écritures comptables, et de recettes qui nous ont été notifiées. Cette décision modificative annule et remplace la décision présenté en conseil communautaire du 19 décembre 2024.

- ☐ En section de fonctionnement, cette DM n°2 se traduit par une stabilisation des crédits en dépenses et en recettes et se présente comme ci-après :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
011	6288	Equilibre de la section de fonctionnement	- 253,00 €	
042	6811	Dotations aux amortissements	253,00 €	
		TOTAL DM n°2	€ -	- €
		Pour mémoire BP + BS + DM 2024	6 159 732,00 €	6 159 732,00 €
		TOTAL APRES DM n°2	6 159 732,00 €	6 159 732,00 €

□ En section d'investissement, cette DM n°2 est à l'équilibre. Elle se présente comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
21	2154	mouvement d'abondement de la nature 2182	- 300 000,00 €	
21	2188	mouvement d'abondement de la nature 2182	- 176 400,00 €	
21	2182	Acquisition d'un châssis avec compacteur fixe et grue pour les déchets ménagers	476 400,00 €	
23	2312	Equilibre de la section d'investissement	253,00 €	
040	28188	Dotations aux amortissements		253,00
		TOTAL DM n°2	253,00 €	253,00 €
		Pour mémoire BP + BS + DM 2024	3 376 722,00 €	3 376 722,00 €
		TOTAL APRES DM n°2	3 376 975,00 €	3 376 975,00 €

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- Décide D'ADOPTER la décision modificative n°2 sur l'exercice 2024 du budget annexe déchets ménagers comme ci-dessus présentée et annexée.

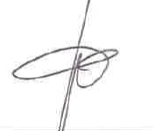
Voir annexe 1J

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,
Hervé PILLAERT



Le Président,
Jean-Pierre LE SCORNET



Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 janvier 2025

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-cinq, le 9 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 18 h 30.

Noms - Titres	Présents
M. LE SCORNET - Président	X
M. VALPREMIT – 1 ^{er} Vice-Président	X
M. SOUTIF – 2 ^e Vice-Président	X
M. TRANCHEVENT – 3 ^e Vice-Président	X
Mme RONDEAU – 4 ^e Vice-Président	X
M. COULON – 5 ^e Vice-Président	X
M. BORDELET – 6 ^e Vice-Président	Donne pouvoir à M. SOUTIF
M. RAILLARD – 7 ^e Vice-Président	X
Mme D'ARGENTRE – 8 ^e Vice-Présidente	Excusée
M. COISNON – 9 ^e Vice-Président	X
M. DELAHAYE – 10 ^e Vice-Président	Excusé
M. BONNET – 11 ^e Vice-Président	X

Noms - Titres	Présents
M. CHESNEAU	X
M. GIFFARD	X
M. RENARD	X
M. LELIEVRE	X
M. SABRAN	X
Mme NEDJAAÏ	X
M. RIOULT LERICHE	X
M. MONTAUFRAY	X
M. BOITTIN	X
M. NEVEU	X
M. BETTON	X
Mme SOULARD	X
Mme THELIER	
M. BEAUJARD	Excusé
M. CARRE	X
Mme LELIEVRE	X
Mme DESBOIS	X
Mme ES-SAYEH	X
M. FAUCON	Donne pouvoir à Mme ROUYERE
Mme FOURNIER	X
M. GUERALT	X
Mme JONES	X
Mme LEBOURDAIS	X
Mme LEFOULON	X

Noms - Titres	Présents
Mme LEROUX	X
M.MARIOTON	Excusé
M. MOTTAIS	X
M. NICOUX	X
M. PAILLASSE	X
M. REBOURS	X
Mme ROUYERE	X
Mme SAULNIER	Donne pouvoir à M.TALOIS

Noms - Titres	Présents
M. TALOIS	X
M.TRIDON	Donne pouvoir à M. MOTTAIS
M. GARNIER	X
M. DOYEN	X
Mme GONTIER	
M. PILLAERT	X
Mme LANDEMAINE	X
M. BULENGER	X
M. MOUTEL	X
M. BRODIN	X
Mme GENEST	
M. TRANSON	X
M. RIOULT	X
M. PECCATE	X

M. PILLAERT a été désigné secrétaire de séance.

14. FINANCES : Exercice budgétaire 2025 – Budget principal – Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits

M. SOUTIF expose :

Le budget primitif 2025 de Mayenne Communauté sera proposé au vote le jeudi 27 février prochain.

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème alinéa et suivants), le Président peut sur autorisation de son Conseil Communautaire, avant le vote du budget primitif, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Dans la mesure où nous allons devoir engager des dépenses complémentaires concernant les aménagements des abords de l'espace jeune, la prise en charge du marché de travaux pour les locaux rue Joseph Cugnot ainsi que pour l'acquisition de la licence Microsoft Office 2021 Standard LTSC. Cette dernière dépense fera l'objet d'un fonds de concours de la ville de Mayenne à hauteur de 15 588, 00 €. Aussi, il vous est proposé d'ouvrir par anticipation une partie du crédit de paiement 2025 de 1 318 674, 54 € TTC.

Considérant l'article L1612-1 du CGCT cité ci-dessus, il est proposé d'ouvrir par anticipation un crédit de 1 318 674, 54 € comme suit :

IMPUTATION Chap. Nature Fonction			AFFECTATION DES CRÉDITS	Dépenses Montant TTC
23	2312	338 3	Aménagements des abords de l'espace jeune	228 623, 76 €
23	2313	428 2	Travaux pour les locaux rue Joseph Cugnot	1 051 080, 78 €
20	2051		Acquisition Licenses MICROSOFT - Office 2021 Standard LTSC	38 970, 00 €
			TOTAL	1 318 674, 54 €

Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **Autorise le Président à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif du budget principal 2025.**
- **Confirme que les crédits votés seront repris au budget primitif du budget principal 2025 lors de son adoption.**

Mayenne, le 15 janvier 2025

Le secrétaire de séance,

Hervé PILLAERT



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



Stratégie d'attractivité : Développement marque de territoire

Mme ARNOUD expose :

Pour rappel, la stratégie d'attractivité est un travail inscrit dans plusieurs documents stratégiques, notamment le programme Territoire d'Industrie, mais également dans le cadre du document stratégique de Mayenne Communauté, avec de vraies attentes de la part des acteurs, qu'ils soient touristiques, économiques ou associatifs. Ce travail a été entamé en juin 2024 avec l'agence Relief, une agence parisienne de communication. Nous avons eu différentes phases : une phase d'études préliminaires pour qu'ils puissent s'approprier et s'acculturer au territoire, une phase d'animation avec une démarche participative, des ateliers menés auprès des acteurs touristiques, économiques et des élus.

Un travail a été réalisé pour interroger une trentaine d'acteurs afin d'avoir une vision du territoire, de son identité, avec 17 heures d'entretien au total pour travailler sur les valeurs du territoire, ses forces, ses faiblesses, son identité et les cibles que nous souhaitons toucher à travers cette démarche d'attractivité. Pour ceux qui ne sont pas familiers avec une démarche d'attractivité, cela inclut un nom, un logo, un univers graphique, un guide de marque. Un guide de marque n'est pas une charte graphique, c'est un document de référence qui explique l'intérêt d'une marque territoriale, les valeurs que l'on souhaite porter à travers cette marque, et donne un univers sémantique et visuel pour une utilisation cohérente, mais moins stricte qu'une charte graphique.

Une stratégie avec un plan d'action est essentielle, tout comme des relais locaux, car une marque ne se porte pas seule. Il faut s'appuyer sur un réseau d'animateurs et d'ambassadeurs pour la faire vivre. Les ateliers ont révélé une problématique : le triptyque Mayenne, Mayenne, Mayenne, qui a interrogé l'agence. Nous avons choisi de travailler sur la dénomination "Mayenne Co", utilisée à la fois à l'échelle du département et par les habitants et élus. Un processus de sélection graphique a été mené, partant de plus d'une vingtaine de pistes pour arriver à trois pistes, challengées lors d'une enquête quantitative auprès de mille personnes en France pour une sélection représentative de nos cibles.

La proposition retenue est "Mayenne Co, vous risquez d'y rester", un trait d'humour décalé qui traduit l'idée d'une bonne surprise d'un territoire méconnu dont on tombe amoureux. Le seul risque est de ne jamais en repartir. Le positionnement ne se prend pas au sérieux mais assume la position de territoire challenger. L'identité visuelle est ludique pour contrebalancer la baseline décalée, avec une bulle de dialogue et le "Co" au centre, important pour les valeurs de coopération et de co-construction. Une palette de couleurs lumineuses permet aux partenaires et ambassadeurs de s'approprier la marque de manière ludique.

L'humour a été bien perçu par 97% des personnes interrogées. L'agence a rarement vu autant de commentaires positifs sur une marque de territoire, bien perçue par toutes les tranches d'âge et provenances géographiques. Des environnements de marque ont été travaillés, non pas pour constituer des campagnes, mais pour donner des idées. Un concept est "Né ailleurs amoureux d'ici", avec des portraits de personnes installées sur le territoire. Une autre piste humoristique est "On ne piquera pas ce second à la Normandie", avec des maquettes fraîches et colorées. Un site internet "iresté.com" pourrait regrouper des informations utiles pour s'installer sur le territoire.

Des exemples de goodies incluent un parasol Mayennais pour le parapluie et un sac militant "en campagne toute l'année". Une troisième piste, "attention zone 2", souligne les opportunités du territoire. Ces pistes montrent la marque dans un univers mais ne constituent pas des campagnes définitives. Il est important de préciser qu'une marque de territoire n'est pas un logo. Mayenne Co ne remplacera pas son logo institutionnel. La marque de territoire vise à communiquer positivement sur le territoire, à fédérer les acteurs autour d'une bannière commune, à renforcer le sentiment d'appropriation des acteurs et des habitants, et

à communiquer à l'extérieur pour attirer des talents. La première étape du déploiement de cette stratégie sera le salon de la mobilité professionnelle à Lille en mars prochain, sous cette bannière.

La stratégie comprend la création d'une marque territoriale, "Mayenne Co", avec le slogan humoristique "Mayenne Co, vous risquez d'y rester", visant à surprendre positivement et à attirer l'attention sur le territoire. L'identité visuelle est ludique, avec une bulle de dialogue et un accent sur la coopération. Le concept a été bien accueilli par 97% des personnes interrogées. Des environnements de marque ont été développés pour inspirer, sans constituer des campagnes définitives.

La marque de territoire ne remplace pas le logo institutionnel, mais vise à fédérer les acteurs locaux et à attirer des talents. Le déploiement de cette stratégie commencera au salon de la mobilité professionnelle à Lille en mars prochain.

Mme JONES : J'avais juste deux questions. La première question, c'est : donc, on a la stratégie de territoire, sur quoi va-t-on s'appuyer pour la valoriser ? Est-ce qu'on a, alors c'est une stratégie, est-ce qu'on a un projet de territoire sur lequel on va s'appuyer pour aller exporter notre stratégie de territoire ? Et ma deuxième question, c'est : quels moyens met-on derrière, parce qu'on a une stratégie ? Alors là, je vois qu'on va faire un salon, mais quels moyens en termes financiers pour déployer, pour, j'allais dire, transporter, exporter notre marque ? Quels moyens se donne-t-on ? J'ai vu dans le PPI qu'il y avait une ligne qui s'appelait « plan d'attractivité à 100 000 euros ». Est-ce que c'est lié ou est-ce que c'est autre chose ? Et quelles cibles ?

Mme ARNOUD : Effectivement, sur la première partie concernant la valorisation, cette stratégie est vraiment à la jonction de toutes les politiques publiques. Elle vise à promouvoir l'offre de services du territoire, à la fois sur les questions de mobilité, de logement, d'attractivité, d'offres culturelles et sportives. L'idée est d'en faire une vitrine de notre territoire, de montrer tout ce que nous avons à offrir en termes d'infrastructures, d'équipements et de services pour justement la rendre visible. Aujourd'hui, nous faisons beaucoup de choses, mais nous n'en parlons peut-être pas suffisamment. Il faut sortir du "vivons heureux, vivons cachés" et avoir sans doute une voix qui porte un peu plus à l'extérieur.

Pour la première partie, concernant la déclinaison opérationnelle, effectivement, il y a un plan d'action qui va être proposé par l'agence avec laquelle nous travaillons, avec le guide de marque qui vous sera présenté. Il y aura sans doute un événement de lancement avec les acteurs concernés qui sera proposé pour présenter tout cet écosystème de marque et le plan d'action qui en découle. Effectivement, il y a une ligne prévue sur l'investissement de 100 000 euros, mais il y a également du fonctionnement qui est prévu, que vous verrez dans le cadre du budget prévisionnel, notamment pour travailler sur un spot vidéo et une campagne photo, car nous manquons cruellement de beaux visuels de notre territoire. Donc, voilà, il y a aussi des moyens qui sont mis sur ces questions-là.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h31